

Tom De Herdt et Stefaan Marysse

La réinvention du marché par le bas
Circuits monétaires et personnes de confiance dans les rues de Kinshasa¹

Publiée dans G. De Villers, P. Monnier (éds.) 2002 *Kinshasa: Manières de Vivre*
Bruxelles/Paris: ASDOC/L'Harmattan.

Résumé

Le Zaïre de la transition vers la Troisième République a été marqué par le déperissement de la monnaie nationale, et la dollarisation partielle de l'économie. Ce texte trace les origines des (différentes types de) cambistes, c.à-d. échangeurs de monnaie, une approche qui permet d'étudier la (re-)structuration sociale d'un marché dans une société sans Etat.

Mots-clés:

Zaïre, confiance, économie monétaire, hyperinflation, dollarisation, taxe d'inflation

¹ Papier présenté sur le colloque international "Argent, feuille morte ?", Louvain, juin 1996.

1. Introduction: Kinshasa, la société anonyme

L'échange économique dans un marché libre présuppose "un certain penchant naturel à tous les hommes...qui les porte à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre" (Smith WN:I25)². Plus loin dans ce texte, cependant, Adam Smith ouvre une petite parenthèse sur la "nature" de ce penchant; selon lui, c'est la "conséquence nécessaire de l'usage de la raison et de la parole"³. En effet, ce n'est que par la voie de l'interaction sociale que les gens peuvent s'imaginer à la place de l'autre, et donc s'imaginer qu'ils seront mieux après l'échange qu'avant. Enfin, la communication permet d'atteindre un accord sur les termes de l'échange. Ainsi, l'échange économique présuppose un enracinement profond des acteurs économiques dans leur environnement social. Mais ce n'est pas tout, si l'échange économique trouve ses racines dans le social, il est de même en ce qui concerne le but caché derrière l'échange de valeurs d'usage:

"D'où naît donc cette ambition de s'élever,... d'améliorer sans cesse la situation où l'on se trouve ? C'est d'être remarqué, d'être considéré, d'être regardé avec approbation, avec applaudissement, avec sympathie, et d'obtenir tous les avantages qui suivent ces divers sentiments. C'est la vanité qui est notre but, et non le bien-être, ou le plaisir: et notre vanité est toujours fondée sur la certitude que nous avons d'être l'objet de l'attention et de l'approbation des autres" (Smith, TMS:87)⁴

Si, dans une société où tout le monde se connaît, le désir d'être remarqué et approuvé ne peut se réaliser qu'en menant une vie vertueuse (comment, sinon, gagner l'estime de tout le monde ?), dans une société plus anonyme l'enjeu devient plus complexe. Dans une telle société, les gens ne peuvent plus se comparer à base des "qualités invisibles", mais d'autres critères, plus observables et objectifs prennent leur place: "La naissance et la fortune sont évidemment les deux circonstances qui contribuent le plus à placer un homme au-dessus d'un autre. Ce sont les deux grandes sources des distinctions personnelles, et ce sont, par conséquent, les causes principales qui

²WN = *Wealth of Nations*, version française (1881)

³Dans un autre ouvrage, il l'exprime d'une manière différente: "The real foundation of it is that principle to persuade which so much prevails in human nature" (*Lectures on Jurisprudence*, cité dans *Wealth of Nations* (version Anglaise), p. 25.

établissent naturellement de l'autorité et de la subordination parmi les hommes" (Smith, WN:II355)⁵. Smith estime que, pour la plupart des gens, ce changement de critères n'a pas beaucoup d'influence, puisque "Le succès des hommes placés dans ces classes [moyennes ou inférieures de la société] dépend presque toujours de l'opinion et de la bienveillance de leurs égaux, de ceux qui les environnent, et ils l'obtiennent rarement sans quelque sagesse dans leur conduite" (Smith, TMS:109). Cependant, dans les rangs les plus élevés, le changement de critères permet d'obtenir le respect et l'estime des autres également par des moyens beaucoup moins vertueux, voir corrupteurs (TMS:64): dans une société anonyme, le respect peut être *acheté* -à condition, bien-sûr, que les hommes soient capables de cacher ce chemin de traverse vers le respect social.

En résumé, il faudrait situer la société "civilisée" -c.à-d. celle où la division du travail peut être développée- entre une société "primitive" -où tout le monde connaît tout le monde-, et une société atomisée. Dans une société primitive, les acteurs n'ont pas besoin d'enrichissement pour attirer l'attention des autres. Sans un enracinement social des individus, cependant, l'échange économique serait constamment menacé par l'immoralité et l'incompréhension. La société atomisée, c'est la société des signes et de l'inflation de ceux-ci. Il est approprié, dans ce cas, de séparer le signifiant du signifié, les mots et les choses, car dans l'anonymat, la relation entre les deux, bien qu'elle pourrait être fixe pour un certain temps, n'est jamais automatique.

Bien que la pensée d'Adam Smith a peut-être trop vieillie et trop mal interprétée par ses épigones et leurs adversaires, (notre lecture de) son interprétation de la relation entre économie et société pourrait en tout cas nous fournir une perspective originale sur la question de la monnaie et des échangeurs de monnaie au Zaïre.

Comme observateurs occasionnels, il nous paraît que Kinshasa est avant tout une société anonyme, où les valeurs, traditionnelles ou modernes, sont transformées en

⁴TMS = Theory of Moral Sentiments, version française (1830)

⁵Notons encore que le critère de la naissance relève en quelque sorte du critère de la richesse, dans le sens où "la supériorité de naissance suppose, dans la famille de celui qui y prétend, une ancienne supériorité de fortune" (Smith, WN:354).

signes, et où les signes perdent continuellement leur valeur réelle. Par conséquent, il devient nécessaire d'inventer d'autres mots, d'autres signifiants pour dénommer la réalité. A Kinshasa, cette production continue de mots nouveaux est fort répandue⁶: conjoncturé, coop, vivre au taux du jour, dinosaures, la Conférence Nationale qui devient Souveraine, l'Union de l'Opposition qui devient d'abord Sacrée et puis Radicale, le MPR qui devient Mouvance Présidentielle, etc. On retrouve une évolution analogue dans la vie publique. Depuis les pillages, les armes, les vêtements militaires et les passeports militaires sont devenus avant tout un *signe* de pouvoir; il est devenu très difficile de distinguer les vrais des faux militaires (et en plus, les vrais militaires peuvent être aussi dangereux que les faux). Les valeurs dites traditionnelles n'échappent pas à cette évolution; dans la ville anonyme, elles sont utilisées comme les uniformes militaires, à en croire Loka M. Lye, qui fait écrire à son personnage, le cousin, à l'oncle de celui-ci:

“Ici, les origines tribales perdent parfois de leur poids. Regarde moi, par exemple, avec mon nom sans identité, je change constamment de région selon les exigences de la 'coopération'. Je suis originaire de Tshikapa, d'Isiro ou de Kahembe dès qu'il s'agit de parler pierres précieuses et affaires. Je suis de l'Equateur dès qu'il s'agit d'impressionner les femmes. Je suis du Bas-Zaïre pour être bien vu et bien reçu dans des sectes religieuses....” (Loka M. Lye 1995:17)

Le même constat vaut pour le domaine monétaire. La monnaie est supposée être un signe de richesse fixe. Cependant, il est intéressant de se rappeler que la stabilité monétaire n'est que le résultat d'une longue histoire militaire, politique et sociale (Zucker 1986, Zelizer 1993, Kindleberger 1984). Les pilliers qui sous-tendent les toits de la plupart des bâtiments des Banques Nationales des pays développés doivent nous faire oublier que la monnaie n'est qu'un signe illusoire de richesse (Vandevelde 1987); Bien entendu, sans stabilité monétaire, une économie développée ne serait pas

⁶Il est intéressant de faire la comparaison avec un phénomène similaire dans l'histoire monétaire de la France; Le premier effort pour créer une Banque Centrale en France a été entrepris par John Law, un Ecossois, en 1716. Cette Banque a fait faillite en 1720, à cause d'une affaire comparable à l'affaire Bindo, avec comme conséquence “qu'on ne pouvait même plus prononcer le mot “banque” pour les 150 années après” (Kindleberger 1984:98): les institutions bancaires qui voyaient le jour après s'appelaient *caisse*, *crédit*, *société* ou *comptoir*; ce n'est qu'à la fin du 19^{me} siècle qu'on a recommencé à utiliser le mot *banque* en France.

possible. Mais la confiance des gens dans la valeur de la monnaie ne relève pas de cette certitude des économistes, elle provient d'ailleurs; ce n'est que l'expérience de la stabilité qui permettra de confondre les mots (la monnaie) avec les choses (la richesse). Bien que les institutions monétaires formelles fussent des copies presque parfaites des institutions monétaires du Nord⁷, les gens ont appris que la stabilité des bâtiments et les cravates du personnel ne sont qu'un autre (faux) signe de la stabilité monétaire. Depuis son Indépendance, le Congo/Zaire a connu trois monnaies différentes, qui, toutes les trois, ont en commun qu'elles perdent continuellement leur valeur réelle. La dollarisation de l'économie n'était qu'une échappatoire partielle à l'inflation des signes nationaux, puisque depuis le début des années 90, il y a toujours le risque qu'on achète un faux dollar.

La vie des kinois, c'est donc aussi: la recherche de signes fixes, de valeurs stables, d'un point de référence qui permet de distinguer le bien et le mal et sans lequel la sociabilité et donc le libre échange devient impossible. A défaut d'une confiance dans les institutions dites modernes comme la Banque Nationale et les Banques commerciales, les kinois se sont tournés vers les échangeurs de devises, appelés localement cambistes. Quelle idée absurde pour nous, fils de la modernité: comment est-il possible qu'un ou une cambiste soit plus fiable qu'une institution formelle ? Cependant, l'histoire monétaire de l'Europe montre que le système monétaire européen actuel trouve ses origines également dans des personnes et des réseaux personnels de confiance; seulement le temps permettait de distinguer les spéculateurs -les Bindo sont de tous les temps- des banquiers, comme le fameux Thomas Gresham, banquier de la Reine Elisabeth I. Dans cette perspective, les cambistes d'aujourd'hui sont en train de réinventer le capitalisme zaïrois de demain. Pour cette raison, il nous semble que le phénomène du cambisme devrait être étudié au moins de plus près. Ce qui nous intéresse le plus, c'est le problème de la cause de leur crédibilité: d'où provient-elle ?

⁷Jean-Michel Servet argumente que cette stratégie de copier simplement les structures et les images des banques du nord n'est pas sans raison: "l'efficacité même des institutions financières impose un mimétisme qui constitue un facteur essentiel et nécessaire de confiance" (Servet 1990:274)

Nous essayerons de faire l'histoire monétaire d'en bas surtout à base d'interviews auprès des cambistes eux-mêmes que nous avons pu rassembler dans le cadre d'un projet de recherche en cours, mené ensemble par nous et des chercheurs de l'FCK et du CADICEC. Une autre source d'information intéressante a été la presse locale, qui a publié pas mal d'articles sur la désarticulation monétaire des dernières années⁸. Cet intérêt public pour des affaires de monnaie est assez exceptionnel, mais pas surprenant, bien-sûr, dans un contexte d'hyperinflation, de dollarisation et de vrais-faux billets. Afin de situer le cambisme dans son contexte social, il faut, cependant, esquisser brièvement le contexte macro-économique.

⁸voire bibliographie pour les documents de travail, écrits dans de cadre de cette recherche, et dont on fera référence dans le texte ci-dessous.

2. Monnaie économique et monnaie politique

Parmi les macro-économistes, il y a toujours eu un débat sur la relation entre les fonctions économiques et les fonctions politiques de la monnaie. Dans sa fonction économique, la monnaie devrait servir comme moyen d'échange, unité de compte et valeur d'encaisse, ce qui supposait une monnaie stable. Cette stabilité impliquait que la production de la monnaie devait être le monopole de l'Etat. Cependant, l'Etat lui-même n'a jamais été une administration neutre; il avait ses propres besoins. Le monopole sur la production de la monnaie lui facilitait p.ex. le financement des guerres. L'histoire monétaire est intimement liée à l'histoire des guerres. L'exemple le plus actuel est sans doute la guerre du Vietnam; en besoin de financement, les Etats Unis ont utilisé la planche à billets pour financer leurs troupes. En conséquence, le lien fixe entre le dollar et les autres monnaies, convenu dans les accords de Bretton-Woods, n'a plus pu tenir: finalement, la valeur de la monnaie est décidée par ses utilisateurs. La politique peut en profiter, mais seulement aussi longtemps que le public confond le signifiant et le signifié.

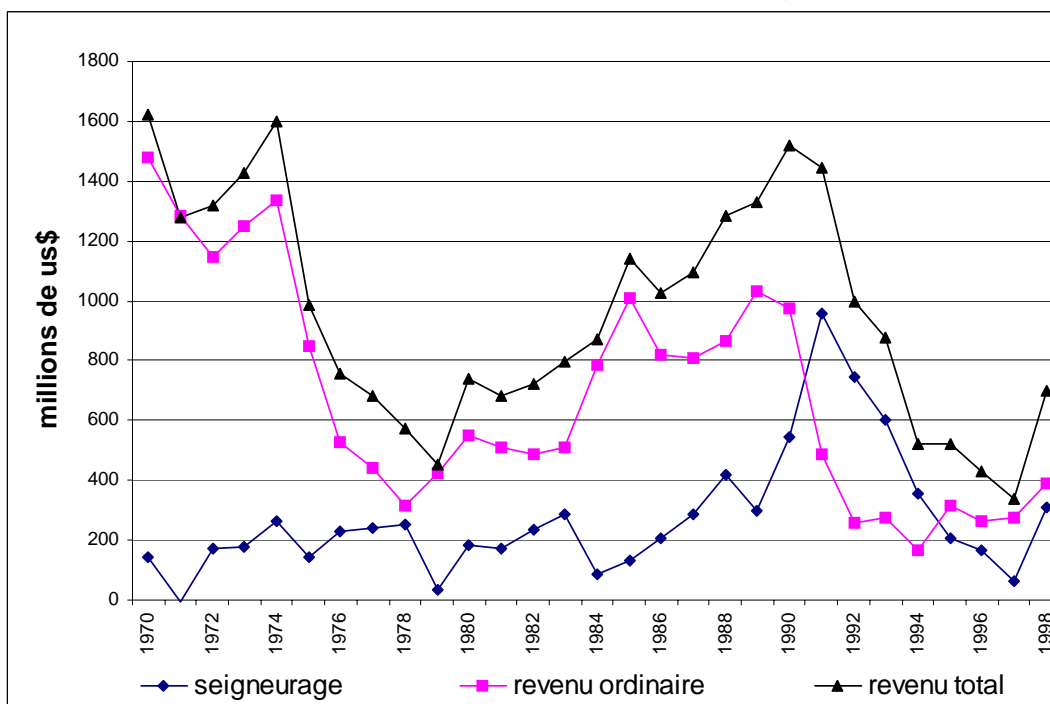
L'histoire se répète, aussi au Zaïre, bien que le Zaïre n'a pas dû attendre une guerre pour vivre la même expérience.

Comme mentionné ci-dessus, les Congolais-Zairois d'après l'indépendance ont toujours connu une monnaie instable; depuis 1975, l'inflation annuelle n'est jamais descendu en dessous de 27%, et ce chiffre minimum a été atteint seulement dans la période où l'IMF qualifiait le Zaïre comme un bon élève (1985). En moyenne, l'inflation annuelle était de 64% dans la période 1975-1989, et de 3616% dans les années 90-95. La raison fondamentale de l'inflation rampante jusqu'en 1990 et de l'hyperinflation depuis 1990 est que la monnaie zairoise n'a pas seulement été un moyen d'échange, une unité de compte et une valeur d'encaisse, mais aussi un instrument politique pour prélever des impôts. La taxe, prélevée sur les détenteurs de la monnaie nationale, offre des avantages considérables vis-à-vis des instruments classiques de prélèvements d'impôts. D'abord, la taxe de l'inflation échappe au contrôle parlementaire. Ensuite, c'est une taxe diffuse; les impôts sur les exportations

frappent les exportateurs, les impôts sur les immeubles frappent les propriétaires, mais la taxe de l'inflation frappe tout le monde; même s'il frappe des acteurs différents d'une manière différente (De Herdt 1995), son caractère "aveugle" et "universel" fait qu'il est accepté plus que d'autres alternatives, qui frappent certaines couches beaucoup plus explicitement⁹.

La figure suivante donne une idée du poids de la taxe de l'inflation dans les recettes de l'Etat¹⁰.

Figure 1.
Poids de la taxe de l'inflation dans les revenus de l'Etat, 1970-1998



Source: T. De Herdt 2000 *Surviving the transition : institutional aspects of economic regress in Congo-Zaire* Université d'Anvers : thèse doctorale, p. 198. Pour les détails techniques concernant le calcul du seigneurage, voir T. De Herdt, *o.c.*, pp. 192-198.

⁹ Comparez avec une dévaluation ou un gel systématique des salaires: Elster argumente que, bien qu'un tel type de mesures "have definite winners and losers, their blind, mechanical and impersonal character make it clear that they are not motivated by these gains and losses. By contrast, selective measures of economic policy are always vulnerable to suspicion. Efficiency may require selectivity, but perceived fairness demands blind universality. Unequal outcomes that would be intolerable if they were thought to be deliberately engineered are calmly accepted if perceived as a matter of chance and luck" (Elster 1989:231).

¹⁰ Pour les détails techniques du calcul de la taxe de l'inflation, et la différence importante, mais négligée dans ce texte-ci entre la taxe de l'inflation et le seigneurage, voir De Herdt (2000).

Si, au début des années “80, la taxe de l’inflation s’élevait à ca. 200 millions de dollars, ce pourcentage monte à environ 400 millions, équivalent à un tiers des revenus de l’Etat, vers la fin des années “80. Après 1990, les recettes “normales” tombent d’une manière spectaculaire (à cause surtout de la chute de Gécamines), ce qui contraint le gouvernement à utiliser la planche à billets beaucoup plus. Ceci entraîne, à son tour, l’hyperinflation, qui a pour effet direct que les autres sources de revenus baissent (effet Olivera-Tanzi), et pour effet indirect que les gens cherchent à substituer des devises à la monnaie nationale, soit des FB, soit des dollars américains.

Comme tous les impôts, la taxe de l’inflation implique des coûts réels pour l’économie: plus la monnaie est taxée, moins les acteurs économiques utiliseront celle-ci. Plus la monnaie est politique, moins elle est économique. Pris ensemble, ces effets font entrer l’économie dans un cercle vicieux: plus d’inflation, donc moins de taxes, diminution de l’assiette fiscale, donc plus de taxe de l’inflation, donc plus d’inflation, donc... Cependant, cette évolution semble s’améliorer légèrement en 1995: depuis 1994, les dépenses de l’Etat ont diminué jusqu’à un quart seulement de leur niveau des années antérieures. Depuis janvier 1995, le gouvernement Kengo a essayé de mener une politique budgétaire très sévère, ce qui a induit une déflation pendant quelques mois au début de l’année. Cependant, la dernière année le rapport taxe de l’inflation/autres revenus reste important (plus de 35%). Ce n’est qu’après la chute du régime mobutiste que la planche à billets trouve un certain repos, bien que la ‘nouvelle’ guerre déclenché à partir d’août 1998 réactive cette voie relativement facile de financement.

L’opinion publique à Kinshasa pense que la “dollarisation” de l’économie est le résultat des stratégies “spéculatives” des gens; ainsi, le trafic des devises est caractérisé comme “illicite”, et les cambistes étaient surnommés les “bradeurs”. Pourtant, selon notre analyse, c’est l’Etat lui-même qui s’est montré le moins “civil”, en imposant une taxe non-démocratique sur les détenteurs d’un produit essentiel pour le bon fonctionnement du système économique. Il va de soi que ces chiffres macro-économiques ne nous permettent pas de distinguer l’Etat et les personnes dirigeantes, de distinguer les revenus de l’Etat des revenus personnels des représentants de celui-

ci. Cependant, notre approche révèle que les bradeurs les plus importants de la monnaie Zaïroise ne se trouvent pas dans la rue; ils se trouvent dans les bureaux.

C'est donc dans une telle situation macro-économique que doit être située notre étude. Il y faut encore ajouter que la taxe de l'inflation n'est qu'une des signes les plus visibles de cette situation, à part des phénomènes peut-être d'autant plus choquants mais aussi plus temporaires, comme la bindomanie, les pillages, le vrais-faux réforme monétaire d'octobre 1993, les affaires de faux-monnayage... Nous y reviendrons brièvement là où il nous paraît nécessaire.

3. L'histoire monétaire d'en bas

En étudiant l'histoire monétaire d'en bas, nous avons trouvé opportun de faire une distinction entre quatre phases consécutives. Ces quatre phases correspondent plus ou moins à une prédominance d'un type de cambistes sur d'autres. Cependant, dans chaque période, tous les types de cambistes sont déjà présents, ne fût ce qu'en germe.

Il faut aussi prévenir le lecteur qu'en nous concentrant sur le cambisme, nous ne discutons que de la partie visible du marché des devises. Ceux qui alimentent le marché avec la monnaie nationale ou les devises restent dans l'anonymat et ne sont pas identifiables. Parfois, ces acteurs effectuent l'échange aussi directement entre eux. Nous essayerons de tenir compte de cette réalité en lisant les données de notre enquête qui ne porte que sur la partie visible.

3.1. années '80: cambistes-commerçantes

Les interviews qui ont été menées auprès des cambistes de Kinshasa incluent surtout des hommes, des jeunes et des étudiants. Ceci reflète sans doute la situation actuelle (voir aussi Tshimanga Mbuyi Kaseka Dikenia 1995). Cependant, le cambisme date de bien avant 1990. Les cambistes les plus anciennes que nous avons pu interviewer ont

commencé leur activité en 1971-1972. Ci-dessous, nous essayerons de faire l'inventaire des caractéristiques principales des premiers cambistes: il s'agissait surtout des femmes, qui étaient liées directement aux circuits de contrebande.

D'abord, jusqu'à 1990, le cambisme était fortement lié aux activités de commerce riverain ou au moins international¹¹ -mais toutefois de contrebande. Les monnaies étrangères n'étaient utilisées au Zaïre que pour faciliter le commerce international dans le marché parallèle. La contrebande était une activité fort lucrative, à en croire les chiffres du tableau suivant:

Tableau 1.
évolution des taux de dépréciation et d'inflation

(1)	(2) taux de dépréciation du Z/NZ vis-à-vis le USD dans les banques	(3) aux de dépréciation du pouvoir d'achat du Z/NZ ^o	(4) taux d'appréciation réelle du Z/NZ vis-à- vis le USD*
1970-1975	0%	58%	58%
1976-1982	75%	93%	18%
1983-1989	93%	94%	1%
1990-1995	100%	100%	0%

^o index de l'inflation à base de l'évolution des prix aux marchés de Kinshasa (INS/IRES)

* obtenu en soustrayant (2) de (3). Cet index est sans doute une surestimation; nous n'avons pris en compte que l'inflation du Zaïre; pour faire le calcul plus réaliste, il faudrait encore prendre en compte l'inflation dans les pays voisins.

Source: calculs propres, à base de IMF, International Financial Statistics Yearbook 1993, et Banque du Zaïre, condensé mensuel 1/96

Effectivement, dans la période 70-75, le cours officiel de la Zaïre-monnaie n'avait pas changé (parité fixe vis-à-vis le dollar), tandis que la monnaie diminuait constamment en pouvoir d'achat. La politique de combler le déficit budgétaire en imprimant la monnaie résultait donc d'une surévaluation de la monnaie nationale. Ainsi, le gouvernement favorisait la consommation de biens importés, et décourageait les

¹¹ voir l'analyse de l'économie parallèle à Luozi (Bas-Zaïre): Makwala rapporte l'existence de ce qu'il appelle des "traffiquants", des gens qui apportent des biens manufacturés à l'hinterland du Congo-

exportations et la production (agricole) nationale. Par conséquent, il devenait donc intéressant d'aller chercher des devises étrangères, afin de pouvoir importer des biens manufacturés des pays voisins.

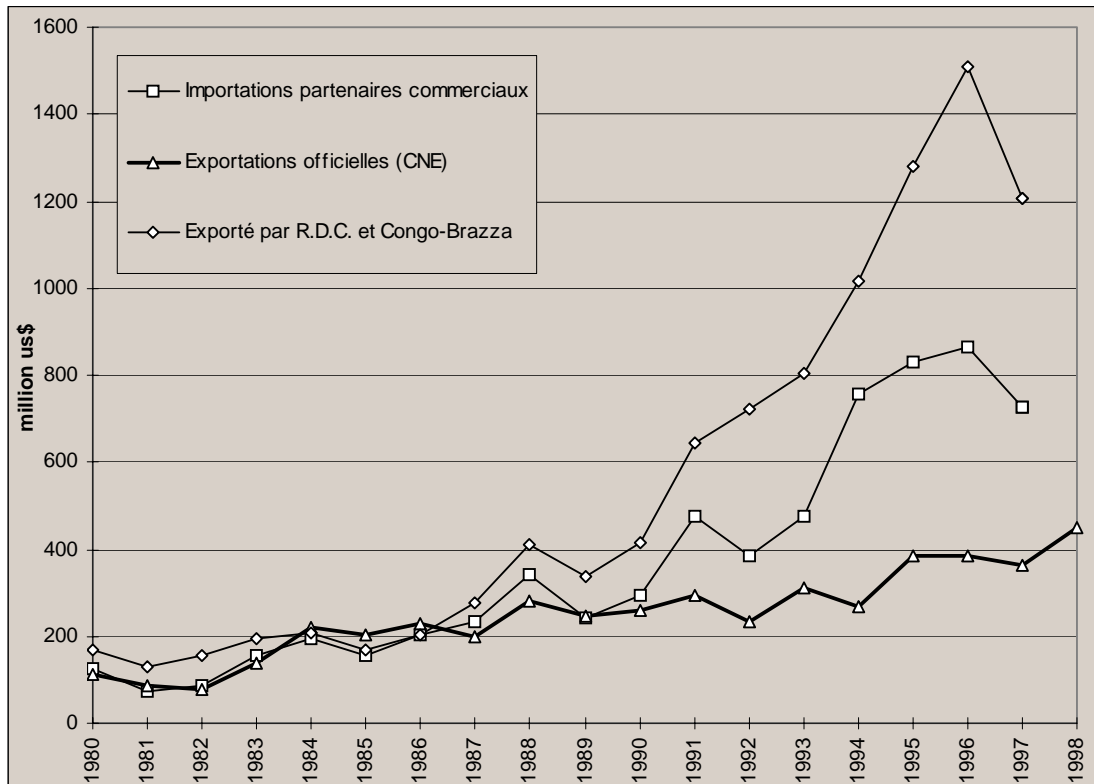
Selon l'information que nous avons obtenue des interviews, les femmes prédominaient dans l'organisation de ce type de contrebande des biens importés. A cette époque, le commerce riverain (entre Brazzaville et Kinshasa) était considéré comme une alternative supérieure au commerce fluvial entre Kinshasa et son hinterland. Nous croyons qu'il est approprié de nommer ces commerçantes des "femmes libres"; c'étaient des célibataires, des veuves ou des femmes divorcées, en provenance des régions autour du fleuve, à l'intérieur du pays. Elles trouvaient dans le commerce fluvial une échappatoire à leur situation précaire au village d'origine. Ainsi p.ex. T.S. (I18), qui, après son divorce, commence le commerce des poissons fumés et des bananes plantains entre Kisangani et Kinshasa. Une année après, suite à une bagarre dans le bateau, elle décide de se faire initier au cambisme au beach Ngobila par sa belle soeur, afin "*d'assurer correctement l'éducation et la survie des enfants*" qu'elle avait à cette époque. Une autre dame, H.V. (I20), a grandi chez sa tante paternelle à Mbandaka (Equateur), et elle a été initiée par celle-ci au commerce fluvial. Dans les bateaux, elle commence à rencontrer "*des femmes célibataires qui épousent des hommes à chaque voyage, à la montée comme à la descente du bateau*". Bien qu'elle commence à s'habituer à cette vie, et même à l'aimer, elle décide de prendre des engagements fermes avec un homme, dont elle devient la deuxième épouse. Cependant, faute de ressources pour nourrir son premier fils, elle décide de reprendre le commerce. Au beach Ngobila, elle retrouve beaucoup de ses amies d'avant, raison pour laquelle elle commence avec les activités de change (1971).

Le centre du cambisme à cette époque était donc le Beach Ngobila: c'est là que les bateaux de l'intérieur et de Brazzaville s'arrêtaient. C'est là aussi que les femmes commerçantes des deux circuits commerciaux se voyaient. Le saut du circuit de l'intérieur vers le circuit Brazza n'était donc pas complexe en termes géographiques.

Brazzaville, pour rentrer avec des Francs Congolais qu'ils peuvent changer à Kinshasa à un taux plus élevé (Makwala Ma Mavambu Ye Beda 1991).

Les réseaux sociaux s’y adaptent; H.V. retrouve ses amies qu’elle avait connues jadis dans le circuit de l’intérieur, dans le circuit Brazza.

Figure 2.
Evolution des exportations de diamant 1980-1998
comparaison de différentes sources d’information.



Source : **Données zaïrois :** Mboma Moyila 1992 « La commercialization de diamant dans la République du Zaïre » in : *Cahiers économiques et sociaux XXIV*, 3-4, p. 98 pour données 1980-1990, BNZ/BNC, *Bulletin Mensuel* pour années '90. **Données partenaires commerciaux :** Statistics Canada 1998, *World Trade Analyzer* (CD-Rom).

Bien qu’il y ait eu donc une forte demande des devises à cette époque, l’offre des devises devait venir d’autre part. A ce point, les interviews restent muettes. D’autres sources d’information permettent néanmoins de combler ce défaut. Nous croyons que la plupart des devises provenait à cette époque déjà, de l’exportation frauduleuse des diamants, entre autres vers Congo-Brazzaville. Avant 1984, l’exploitation artisanale du diamant au Zaïre était strictement interdite. Cependant, à Brazzaville, il y a toujours eu des comptoirs de diamant, bien que Congo-Brazzaville n’ait pas de diamant dans son sous-sol. En 1984, les premiers comptoirs officiels de diamant se sont ouverts au Zaïre, avec comme résultat la montée de l’exportation officielle de

diamant tout d'un coup de 114 millions de USD en 1980 à 201 millions en 1985 (cf. évolution des exportations officielles, figure 2). La légalisation de l'exploitation artisanale a probablement induit une légalisation de la commerce –comme testifié par une diminution dans l'activité des comptoirs de Brazzaville (voire aussi CNS 1992 : annex 1). Dans la figure, on peut apprécier également que le déclin des exportations à partir de Congo-Brazzaville n'était que temporaire. Vers la fin des années '80, le voisin de Congo-Kinshasa exportait de nouveau plus que 100 millions de dollars par an. Nous y reviendrons plus tard.

Un autre circuit d'approvisionnement en devises sur lequel nous avons trouvé de l'information est sans doute celui des “trafiquants”, comme décrit par Makwala. Makwala rapporte que les gens qui amènent des biens manufacturés à l'intérieur de Congo-Brazzaville via Luozi (Bas-Zaïre), rentraient avec des Francs Congolais qu'ils pouvaient changer à Kinshasa à un taux plus élevé (Makwala Ma Mavambu Ye Beda 1991). Cependant, il est difficile d'estimer l'importance d'un tel circuit.

Finalement, les devises provenaient d'autres sources dont on ne peut pas tracer l'origine exacte; c'est pour cette raison que les cambistes commençaient à apparaître, petit à petit, dans les rues de Kinshasa. Schoepf et Walu Engundu décrivent le cambisme en 1987 comme suit: “La plupart des échangeurs de monnaie opérant dans les rues sont des femmes. Réputées pour leur physique splendide (*basi ya kilo*), des informants confirment qu'elles sont protégées par des hommes dans le système politique” (Schoepf et Walu Engundu 1991:131).

Il nous semble intéressant encore de discuter trois aspects des cambistes de cette époque.

D'abord, il s'agit “surtout de femmes”, selon Schoepf et Walu Engundu. En effet, une des anciennes cambistes nous confirme que c'est seulement au début des années “80 que “*quelques rares hommes se sont introduits dans le cambisme*”. Ceci a été confirmé par notre recherche: nous avons pu interviewer deux cambistes masculins

“anciens”; un a commencé en 1982, à Brazzaville, à l’âge de 18 ans¹², et l’autre a commencé en 1984, à la suite de l’assainissement intervenu à la Fonction Publique (les mesures d’ajustement structurel, le premier gouvernement Kengo)¹³. Apparemment, le cambisme n’était pas vu comme une option intéressante; bien au contraire, la profession était méprisée: *“ce sont les femmes célibataires ou divorcées qui s’occupaient des activités de change et les devises n’attiraient personne”* (I20). Les hommes n’y sont entrés qu’au début de la crise économique de l’économie formelle, à la recherche d’une alternative pour se procurer des revenus en dehors du circuit formel. Remarquons encore que les hommes se sont lancés dans cette activité trop tard: depuis 1983, le gouvernement a changé de politique, elle a dévalué la monnaie nationale, afin que l’écart entre les taux de change au marché officiel et au marché parallèle disparaisse (tableau 1). En effet, les anciens cambistes se sont beaucoup enrichies: les dames ayant commencé en 1971-1972 se trouvent parmi les cambistes les plus réputées de Kinshasa actuellement; elles gèrent presque des entreprises maintenant -tout en opérant dans l’informel, bien entendu. H.V. p.ex. ne travaille plus dans la rue; d’autres le font pour elle. Elle même est plutôt *“une garantie de la confiance”, “une responsable morale” (!), et “son ancienneté dans le métier a fait qu’elle ait beaucoup de relations avec les gens en ville et elle peut chaque fois intervenir quand les intérêts des cambistes sont illégalement bafoués”* (I21). Dans ce sens, leur statut social précaire a été fortement compensé par un niveau économique élevé.

Ensuite, tout en étant des femmes, elles se sentaient protégées par des hommes, selon Schoepf et Walu Engundu. En effet, H.V. rapporte que la majorité des premiers cambistes étaient 2^{me}, 3^{me} ou 4^{me} épouse, tout en étant chef de famille. C’est en se liant avec des hommes forts (en tout cas, des hommes capables de soutenir plusieurs femmes), qu’elles pouvaient trouver une protection vis-à-vis les autorités, qui, en principe, interdisaient le cambisme.

Enfin, et lié aux aspects mentionnés ci-dessus, les femmes cambistes n’étaient pas seulement de sexe féminin, elles étaient également “réputées pour leur physique

¹²D.M., cambiste à Lemba Terminus actuellement -C11

splendide”, selon Schoepf et Walu Engundu. C’est pour cette raison que le cambisme est la profession des jeunes: H.V. nous confie que, après 50 ans, *“on devient de moins en moins attrayante...Qui plus est, on devient gardienne des traditions qu’il faut perpétuer et transmettre”*. Devenue vieille, *“elle n’intéresse plus les hommes et n’attire plus personne parce que comme femme cambiste, elle doit être attrayante”* (I21). Cette manière de parler sur le rôle de la beauté suggère que la beauté, à part d’être un simple point d’attraction pour les hommes vendeurs de devises, est aussi le signe culturel qu’on est “femme libre”, c.à-d. libre des contraintes imposées par la culture traditionnelle ou les normes légales, c.à-d. qu’on mène une vie “illégal”, une vie de pécheur. Après un certain âge, les femmes ne peuvent plus se permettre cette vie, non seulement parce que l’âge vieillit la peau, mais aussi puisqu’on “devient gardienne des traditions”.

Mais pourquoi ne peut-on attirer des hommes qu’en se présentant comme femme libre?

Il est intéressant de faire l’analogie sur ce point avec l’histoire monétaire en Europe; au Moyen Age, demander de l’intérêt était interdit. Cette règle reflète sans doute la morale d’une économie traditionnelle: gardez-vous de profiter de la malchance de l’autre. Cette morale s’applique encore au Zaïre quand il s’agit des emprunts de consommation; dans une recherche menée en 1995, il s’est avéré que pas mal de ménages empruntaient temporairement d’autres personnes, mais sans que celles-ci étaient chargés d’un intérêt (dans une situation d’hyperinflation !) (De Herdt & Marysse 1996). Cependant, l’interdiction de charger de l’intérêt au Moyen Age en Europe appartenait, selon Kindleberger, plutôt à l’histoire des idées qu’à l’histoire économique: l’interdiction “ne faisait arrêter les usuriers, ni empêchait le développement économique” (1984:41). Des prêteurs de monnaie pouvaient p.ex. confesser leurs péchés, et donner une partie de leur fortune aux travaux de charité à la fin de leur vie. L’interdiction de charger d’intérêt ne s’appliquait pas non plus dans les transactions avec les monts-de-piété ou des échangeurs de monnaie, qui étaient vus comme “pas plus que des prostituées, des pécheurs, mais nécessaires pour la société” (Kindleberger 1984:41-42). Tout comme les prêteurs de monnaie en Europe

¹³Y.Z., cambiste à Wall Street, -I17

espéraient se sauver pour la vie éternelle en confessant leurs péchés à la fin de leur vie, les femmes libres chercheront à se sauver la peau en menant, une fois vieilles, une vie plus vertueuse.

Bien que cette argumentation de Kindleberger puisse être utilisée par les concernés pour justifier la “double morale” vis-à-vis l’échange de monnaie, à l’époque comme au Zaïre contemporain, ce qui frappe l’observateur dans les deux cas, c’est le fait qu’on confie son argent à des personnes marginales de la société; comment peut-on faire confiance à des gens dont on sait qu’ils (elles) ne se sentent pas limité(e)s par les codes moraux en vigueur ? Notre hypothèse serait que la confiance provient d’ailleurs: des relations personnelles, de la réputation commerciale, de la réputation de la famille ou de l’association (moziki) dont on est membre, ou encore de la “grandeur” de ses partenaires commerciaux. Seulement, le fait que les femmes sont “libres” les fait plus “accessible” aux hommes que des femmes mariées, et donc plus capables de tisser des relations confidentielles avec d’autres hommes qui ne sont pas de la famille.

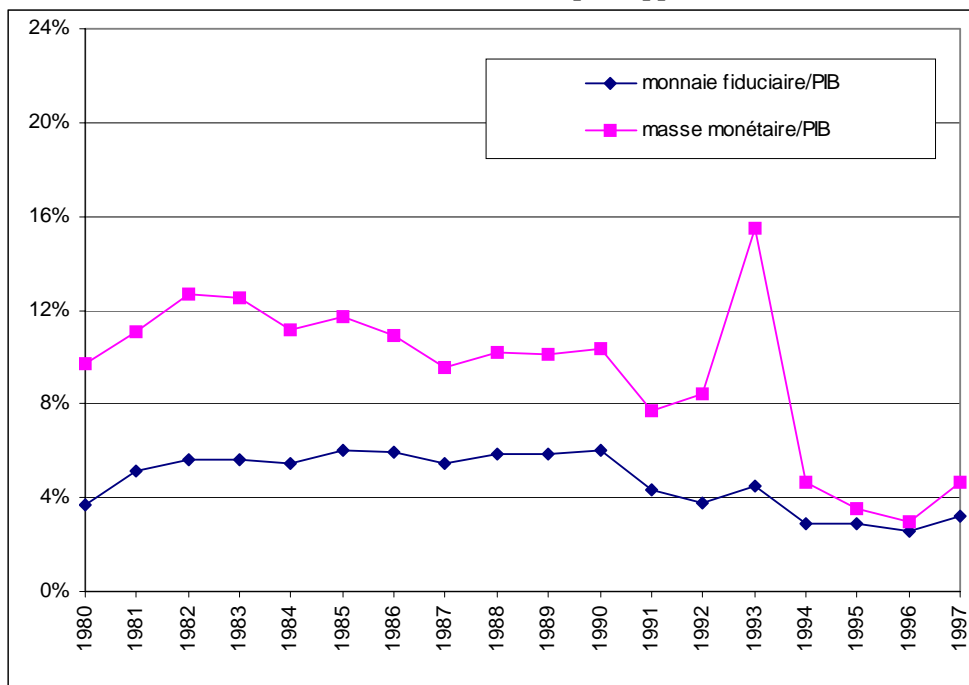
3.2. début des années 90: la naissance de “Wall Street”

évolution macro-économique

Si le monopole de l’émission monétaire facilite le prélèvement des impôts sans le faire explicitement, il y a aussi des limites; tout comme la planche à billets, utilisée par le gouvernement américain pour financer la guerre au Vietnam, a eu comme conséquence la faillite de Bretton Woods et la chute du dollar, l’utilisation de la planche à billets au Zaïre a conduit les Zaïrois à chercher des substituts. On peut apprécier cette évolution dans la figure 2, qui présente l’évolution du rapport entre deux indicateurs de la masse monétaire et de l’activité économique, mesurés par le PIB. Le premier indicateur de la masse monétaire est la monnaie fiduciaire (MF) en circulation. Le deuxième indicateur (M1) inclut, à part la monnaie fiduciaire, également la monnaie scripturale, dans les dépôts à vue. On peut apprécier que le

rapport M1/PIB a changé d'une manière significative depuis 1990, s'évaluant en moyenne à 3 à 4% (en excluant le chiffre exceptionnel en 1992, sur lequel nous reviendrons tout de suite), tandis que dans la période avant, le rapport s'élevait de 10 à 12%. En d'autres mots, environ deux tiers de la masse monétaire circulant sur le territoire Zaïrois ne serait pas émis par la Banque Nationale. Vers 1994-5, l'équivalent de ca. 350 millions de dollars en devises aurait substitué la monnaie officielle nationale en circulation afin de soutenir l'activité économique¹⁴. Surtout les dollars américains ont pris la place de la monnaie locale, bien qu'il faudrait aussi prendre en compte, depuis la réforme monétaire du 22 octobre, l'ancien Zaïre, qui circule encore dans les deux Kasai, et des devises africaines qui circulent dans quelques régions près des frontières du Zaïre.

Figure 3.
Masse monétaire et monnaie fiduciaire par rapport au PIB, 1980-1997



Source: calculs propres, voire T. De Herdt, *o.c.* p. 205.

¹⁴ Pour plus de détails techniques et une revue des estimations alternatives, voir T. De Herdt, *o.c.* p. 206.

Les raisons de la dollarisation sont multiples. D'abord, l'hyperinflation a conduit les gens à dollariser leurs comptes aussi vite que possible -question de se prémunir contre la taxe de l'inflation. Ensuite, les gens ont été *contraints* également à dollariser. Ceci tient de la "Bindomanie", début 1991. Afin de pouvoir participer aux jeux monétaires, à cette époque, beaucoup de gens ont retiré *en masse* leurs avoirs dans les banques. En effet, dans la figure 2, il apparaît clairement que le poids de la monnaie scripturale dans la masse monétaire M1 a diminué d'une manière spectaculaire cette année. Par conséquent, le système financier formel est entré dans une crise de liquidités sans précédent: depuis 1991, les banques ne disposent plus de fonds pour payer leurs clients désireux de convertir leurs comptes en monnaie fiduciaire. Depuis cette époque, également, tous les importateurs ont dû consulter des cambistes -ou plus directement, des entreprises exportatrices- pour obtenir les devises leur permettant d'importer. Les banques commerciales ne jouent parfois que le simple rôle de cambiste elles-mêmes: si un client-importateur se présentait, elles allaient chercher un autre client-exportateur; les deux clients se fixaient un taux d'échange entre eux, et la banque ne percevait qu'une commission comme intermédiaire.

Si la courbe M1/PIB monte encore en 1992, ceci est dû au fait que l'Etat lui-même était encore le seul à accepter des chèques comme moyen de paiement, même si ceux-ci n'étaient plus convertibles en espèces. Ainsi, pas mal de taxes étaient payées par virement bancaire, et aussi, pas mal de fournisseurs de l'Etat (réels et fictifs) étaient payés par des chèques. Par conséquent, la masse monétaire en forme scripturale s'est gonflée, tout en étant non-convertible en espèces. C'est en 1992 également que les chèques sont échangés contre des espèces dans le marché parallèle, mais avec une décote. Ainsi, p.ex. un chèque de 17 millions de Zaïres ne valait que 100.000 Z au mois de juin 1993 -juste avant la réforme monétaire (Banque du Zaïre, condensé mensuel 01/96, p. 46). Vers 1994-1995, les conséquences finales du phénomène Bindo sur le système financier formel sont lisibles dans les statistiques: le public a totalement perdu sa confiance dans les banques. La monnaie scripturale au Zaïre n'existe presque plus au Zaïre (voir figure 2).

A bases de quelques interviews que nous avons menés avec quelques grandes entreprises (du secteur formel), nous pouvons constater que, afin de se prémunir contre les effets désastreux de l'hyperinflation dans leurs comptes, ils menaient leur comptabilité en dollars (ou, dépendant de l'identité de leurs majeurs partenaires commerciaux internationaux, en autre devise). En plus, tous essayaient de minimiser la valeur de la monnaie nationale en caisse. Au cas où l'entreprise n'était pas impliquée dans le commerce de détail, ceci impliquait qu'on demandait aux acheteurs de payer en devises. Les grands détaillants que nous avons interviewés (p.ex. commerce pétrolier) se voyaient obligés de convertir leurs Zaïres en devises en ayant recours au marché noir de devises. Pour obtenir une estimation du montant journalier changé par ces entreprises, il faut prendre en compte que ce montant fluctue beaucoup. Vers la fin du mois, par exemple, beaucoup d'entreprises vont à la recherche de monnaie nationale, afin de pouvoir financer les salaires de leur personnel. Cependant, l'estimation d'un ex-directeur de la Banque que « l'ensemble des places de cambisme à Kinshasa ne traite pas plus de 150 à 200000 dollars par jour »¹⁵ est simplement incroyable, une entreprise que nous avons interviewé estime qu'elle change sur le marché noir elle-même déjà un équivalent de 120 à 150.000 dollars.

En plus, la Banque même était devenu, à partir de 1994 un importateur majeur : un importateur de billets, et pour cette raison un important consommateur de devises. En 1995, par exemple, la Banque imprimait 832 millions de billets en 1995, ce qui équivalait à un coût de 68-83 millions de dollars¹⁶, ou encore, équivalent à la moitié des importations de pétrole de cette année-là. La politique de la Banque de faire imprimer la monnaie en sous-traitant EGIMEX (octobre 1993-novembre 1994), et la soi-disant « opération Qualitôle » en 1995, peuvent facilement être compris de ce point de vue¹⁷.

¹⁵ Buhendwa Wa Mushaba 1996 *La Banque Centrale et l'économie zaïroise* Kinshasa/limete: imprimeries St.-Paul, p. 135.

¹⁶ Estimation en comparant différentes sources, voire T. De Herdt, *o.c.* p. 237.

¹⁷ Pour une analyse "de l'intérieur" de ces deux affaires, voire Mabi Mulumba 1998 *Les dérives d'une gestion prédatrice; le cas du Zaïre devenu République Démocratique du Congo* Centre de Recherches Pédagogiques: Kinshasa, pp. 154-202.

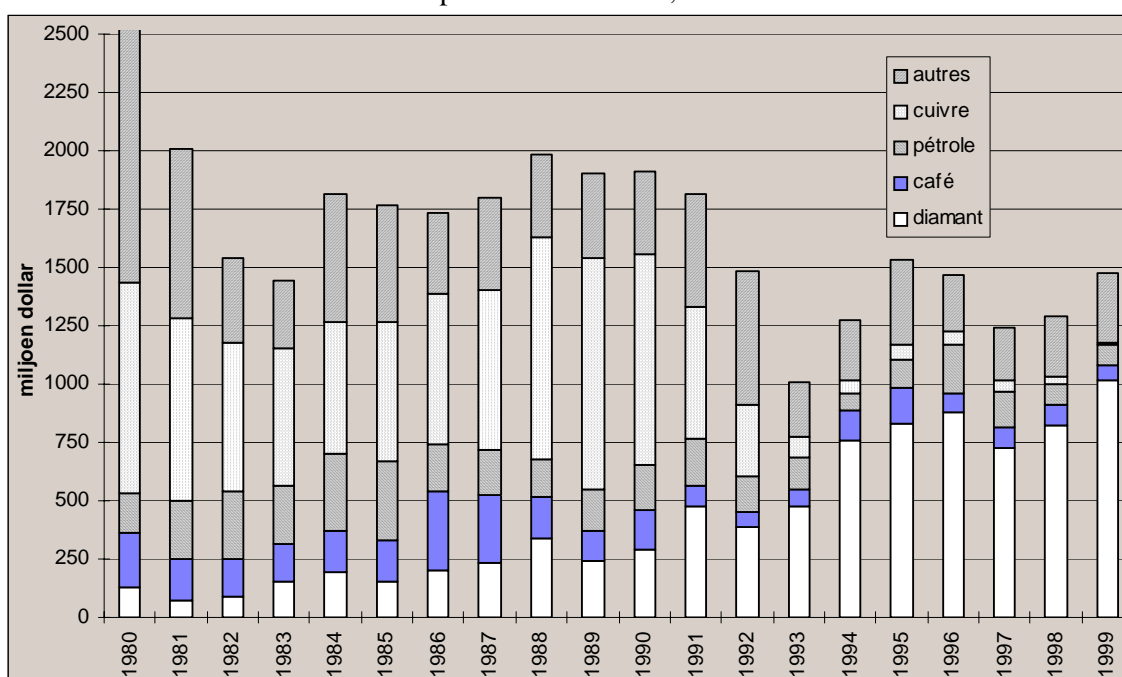
D'ailleurs, à part la Banque même, d'autres institutions publiques –ou mieux, personnes utilisant les fonds publics circulants dans ces institutions, ont également eu recours au marché noir de devises. Nous avons p.e.x. pu contacter H., cambiste masculin, qui travaillait entre autres comme intermédiaire pour la Direction Générale des Contributions (un équivalent de 15 000 dollars par jours). Un autre cambiste, également masculin, avait plusieurs contacts dans la Banque Nationale et dans l'armée (FAZ), qui l'approvisionnaient avec un montant équivalent à 60.000 dollars par jour, à échanger contre des devises. Ces informations complètent l'information obtenue par Ndaywel e Nziem (1997 :22-3), qui avait trouvé un réseau informel d'infirmières/cambistes avec des contacts personnels dans la Banque. Etant donné le niveau élevé d'inflation, on peut supposer qu'il était en effet très séduisant de (1) rapporter un certain montant de Zaires, (2) de convertir ce montant en dollars et (3) de convertir ce même montant de nouveau en Zaires après quelque temps. Si la comptabilité est tenue en monnaie nationale, de telles exercices peuvent être très rentables tout en impliquant un risque relativement faible. En plus, il est aussi concevable que les cambistes étaient assignés la tâche d'échanger la monnaie acquise en forme de taxes et autres revenus illégaux et/ou non-enregistrés, et dans ce cas les comptes officiels ne posaient bien-sûr pas de contrainte du tout. Bien qu'il est difficile d'estimer l'importance de tels circuits, il n'y a pas de doute sur leur existence et leur importance, si nous prenons en compte les estimations faites par nos interlocuteurs.

Tournons-nous maintenant vers le côté de l'offre de devises sur le marché noir. Suivant les données du tableau 1. , il n'aurait plus été fort intéressant d'organiser des circuits d'exportation frauduleuse depuis 1990, depuis la libéralisation du marché des changes. Cependant, plusieurs sources d'information révèlent en tout cas que les exportations illégales ont atteint un niveau exceptionnellement élevé précisément dans la première moitié des années '90.

Dans la figure 3. nous pouvons apprécier comment l'implosion des exportations « classiques » (le cuivre) ait été compensé par l'explosion de l'exportation du diamant. Le diamant a simplement remplacé le cuivre. Notons, cependant, que la

figure 3 reflète la comptabilité des partenaires commerciaux du Zaïre. Nous répétons que la brèche entre ces données et les statistiques des exportations officielles est de plus en plus élevée (figure 2). Et ce qui vaut pour le diamant vaut également pour le café¹⁸, l'or (De Herdt 2000 : 240), le cuivre (Kisangani Emizet 1998),... Cependant, les flux de revenus qui sont dérivés du contrebande du café, de l'or et du cuivre sont beaucoup plus faibles que ceux en provenance du diamant, et en plus, Kinshasa est beaucoup moins impliqué dans ces produits.

Figure 3.
Evolutions des exportations du Zaïre, 1980-1999



Source : Statistics Canada 1998, *World Trade Analyzer* (CD-Rom), actualisé avec divers Rapports Mensuels de la Banque Centrale du Congo.

Cette situation bizarre dans laquelle les opérateurs économiques semblent massivement choisir pour les exportations « en noir » bien que le prix officiel de la devise n'est pas significativement sur-évalué ne peut être expliqué qu'en supposant qu'il y avait encore beaucoup plus d'entraves institutionnelles et administratives. En effet, c'est à partir des années '90 que l'administration de l'Etat commence à devenir vraiment une

¹⁸ La Banque Nationale elle-même estime le commerce frauduleux de café à 120% des exportations officielles de ce produit.

administration « virtuelle », caractérisée par des fonctionnaires absents (occupés par leur deuxième emploi) et une infrastructure pillée.

Le cambisme devient un secteur

Revenons aux femmes-cambistes. Apparemment, le centre du cambisme semble avoir déménagé, depuis 1991; les cambistes se trouvent en tout cas de plus en plus en ville, notamment dans l'Avenue des Aviateurs. Désormais, le marché change de nom: Wall Street. Comme si on voulait se donner un nom plus réputé, comme si on voulait un peu s'intégrer dans la vie sociale "normale". Cependant, il faut ajouter que le changement du nom n'a pas résulté d'un changement de la (mauvaise) réputation du cambisme. Même actuellement, il est toujours supposé que les cambistes "ne sont pas de bonnes moeurs". Nous reviendrons sur cet aspect plus tard. En plus, jusque fin 1991 au moins, le cambisme semble encore toujours être dominé par les mêmes femmes cambistes; quand, début septembre 1991, le gouvernement Mulumba Lukoji voulait "formaliser" le cambisme, la présidente (!) de "tous les (1350) cambistes", réunis dans l'association *Moziki Sentiment Ngobila* (!), exprime son désaccord avec fermeté.

Nous supposons également que le déplacement du centre du cambisme et le changement de nom d'un côté, et une certaine spécialisation des cambistes de l'autre, vont de pair. En effet, désormais les cambistes ne s'occupent plus directement de la contrebande, mais elles deviennent des échangeurs de monnaie tout court. En d'autres termes, les cambistes ne cherchent plus des devises pour elles-mêmes, mais pour d'autres personnes -ceux qu'on appelle, dans le milieu, des *preneurs*. Généralement, les preneurs viennent avec des Zaïres le matin. A ce moment, on fixe également le taux d'échange. Le soir, les preneurs reviennent, pour amener les devises. Cette procédure suppose, bien-sûr, qu'il y a une relation de confiance réciproque entre le preneur et la ou le cambiste. Pour mieux comprendre que cette confiance va assez loin, il faut savoir que, déjà à cette époque, les billets de Zaïres n'étaient plus comptés individuellement; ils étaient assemblés dans des *liasses* de 25 billets, qui, à leur tour, étaient empaquetées dans des *briques* (20 liasses). Les preneurs venaient normalement avec un, ou quelques sacs pleins de briques. Généralement, les cambistes ne comptent pas les Zaïres; on suppose que le preneur ne ment pas quand il dit le montant. De l'autre côté, les preneurs font confiance dans les cambistes au moins dans le sens où

celles-ci pourraient s'en aller sans beaucoup de difficultés avec la monnaie pendant la journée. Une hypothèse pourrait être qu'à cette époque, cette confiance était garantie par le fait qu'il existait une relation plus que commerciale entre les femmes cambistes et les preneurs; les femmes étaient, en effet, dans beaucoup de cas, les deuxième ou troisième bureaux des preneurs. En plus, il s'avère que les cambistes étaient au moins connues dans les milieux les plus hauts de la société; la présidente de l'Association des cambistes Moziki Sentiment Ngobila était p.ex. la nièce de Lumumba Emery. Une autre hypothèse sera explicitée plus bas.

3.3. 1992-1995: éparpillement du marché et division du travail

Actuellement, il est impossible de parler du "centre" du cambisme; à part des activités de cambisme dans la zone de Gombe, on a vu se développer d'autres centres dans d'autres coins de la ville; au début, un des centres "nouveaux" était OSHWE street, une rue dans la zone de Matonge. Le choix de Matonge s'explique par la présence de beaucoup d'Ouest-Africains, exerçant depuis de longues années le commerce international des matières précieuses, et la présence de beaucoup d'hôtels, préférés par les diamantaires de l'intérieur du pays, de passage à Kinshasa (Nana&Mungandji 1994:3). Cependant, Matonge n'a été que le premier des autres centres du cambisme; plus tard, les cambistes se sont présentés dans presque tous les coins de la ville, surtout autour des marchés existants.

Cet éparpillement du marché reflète sans doute la dollarisation de l'économie; de plus en plus de gens changent la monnaie locale en dollars, afin d'éviter que leurs encaisses diminuent en valeur. Le dollar est devenu la valeur d'encaisse par excellence, à l'encontre du (Nouveau) Zaïre.

Cependant, l'éparpillement du marché n'a pas été une évolution lente et continue; il a été causé chaque fois par des efforts, entrepris par l'Etat -ou les militaires- pour supprimer le cambisme -ou simplement pour piller les cambistes. C'est pour cette raison aussi qu'à Matonge, le centre du cambisme s'est encore déplacé de Oshwe

Street à KandaKanda, une rue non-asphaltée, et donc plus difficile d'accès pour les forces militaires et des voleurs.

Il y a eu deux grandes périodes pendant lesquelles l'Etat a explicitement essayé de formaliser le cambisme. L'essai de formalisation en septembre 1991, entrepris par le gouvernement Mulumba Lukoji, était inspiré, selon les articles de presse, surtout par M. Bemba Salaona, qui essayait, par ce moyen, d'obtenir le monopole sur le cambisme. La deuxième vague de formalisation date de mai 1992. Le gouvernement Nguz essayait de formaliser les "bureaux d'échange" en vue d'obtenir plus de contrôle sur le taux d'échange. Cependant, les mesures n'étaient effectivement appliquées que quelques jours, "juste le temps pour que s'émousse l'ardeur des gendarmes commis à la surveillance des opérations" (Munkeni Lakup-tier 1993:7). Nous reviendrons plus tard sur les raisons probables de cet "émoussement". Les conséquences de ces essais de formalisation sont trois: A part la création des "bureaux d'échange agréés" qui semblent canaliser une bonne partie des devises¹⁹, le marché du cambisme "informel" s'étend encore plus vers d'autres coins de la ville, et en plus, une partie du cambisme disparaît de la rue, les grosses transactions étant exécutées à l'intérieur des maisons.

Bien entendu, l'éparpillement du marché, et l'accroissement énorme du volume des transactions, n'ont pas été possibles sans l'insertion d'autres cambistes dans le métier, dont la plupart ont été des étudiants. Ceci s'explique, selon nous, également -et au moins partiellement- par le phénomène Bindo.

En effet, le lien entre le phénomène Bindo et l'informalisation de l'économie Zaïroise ne se limite pas à la faillite du système bancaire formel; les gens ont trouvé dans la fin inattendue des jeux d'argent une motivation en plus pour collaborer aux pillages qui se sont produits seulement 6 mois après la fin de Bindo. Pillages qui ont détruit une bonne partie de l'infrastructure qui faisait tourner l'économie formelle -et, par conséquent, ont ouvert l'espace à l'économie informelle pour se consolider. En plus, après la fermeture des écoles et les universités, beaucoup d'étudiants ont trouvé dans

¹⁹voire également les articles sur l'opération Qualitôle

le cambisme une activité d'appoint intéressante (Ils étaient d'ailleurs déjà initiés dans la spéculation monétaire avec la bindomanie, (Jewsiewicki 1992)).

L'information que nous avons pu obtenir sur les voies exactes par lesquelles les citoyens "normaux" ont pu devenir cambistes nous permet de distinguer deux "carrières". La première consiste à se présenter directement comme cambiste, à côté des autres. Mme. C. en est un exemple typique: "Après les pillages de 1991, mon mari avait perdu son boulot et on n'avait plus rien à bouffer. J'ai commencé à vendre des sacs de crème glacée, mais une amie me disait que j'étais con de ne pas travailler comme cambiste. Un jour, nous sommes allées ensemble à Wall Street. Maintenant, c'était chacun pour soi; l'amie disait qu'elle avait ses propres clients, et je ne pouvais donc pas lui faire concurrence. Je me suis mis donc un peu plus loin, sur un tabouret, sous un arbre. Et là, j'attendais les premiers clients. Quelques uns venaient, et comme je n'avais pas (encore) un fonds propre, j'allais changer dans quelques boutiques, surtout des libanais, qui pullulaient dans la ville à cette époque-là. Après, les libanais venaient me confier de l'argent à échanger pendant la journée..." (TDH11).

L'histoire personnelle de Mme. C. révèle également que les liens de confiance sur lesquels se base le cambisme contemporain ont changé; désormais, la confiance ne se basait plus sur des liens pré-établis, mais elle était construite "sur place"; les "preneurs" de Mme C. étaient des simples commerçants, qui ne connaissaient C que comme cambiste. Ce n'est que la réputation de C -acquise au courant des transactions antérieures- qui a fait d'elle une agente fiable.

Le même phénomène s'observe au niveau des relations entre des cambistes eux-mêmes; si, avant, les cambistes collaboraient, elles collaboraient avec d'autres membres de leur famille. Ainsi p.ex. Mme. K. (III4), qui dit que "le travail en groupe pose beaucoup de problèmes. Il est vraiment difficile de faire confiance à quelqu'un que l'on ne connaît pas bien". De l'autre côté "mes enfants m'aident souvent pour trouver des preneurs ou des offres de devises". Actuellement, c'est plutôt l'amitié que les liens consanguins qui lie un groupe de cambistes; ainsi p.ex. J.-P. (TDH5), qui collabore avec deux autres cambistes, dont une n'est même pas de sa région d'origine.

Les trois se sont mis en “écurie”, comme on dit, pour atteindre une échelle plus grande, et pour atteindre une clientèle plus stable. Le soir, ils se partagent les bénéfices de la journée.

Au cours de la recherche, nous avons trouvé que l’écurie de J.-P. n’était qu’une structure encore simple. D’autres “fonctions”, à l’intérieur d’une écurie, peuvent être différenciées. D’abord, il y a les *choqueurs*, des personnes qui essaient d’établir des contacts entre des demandeurs ou offreurs de devises, et les cambistes mêmes. D’autres variantes des choqueurs sont les *roulages* et les *atalaku*; le nom des premiers réfère aux gendarmes de roulage, qui interceptent les conducteurs des véhicules pour leur proposer l’achat des devises. Les *atalaku* par contre, essayent, tout comme leurs homologues dans les groupes musicaux zaïrois, d’attirer des clients en criant la devise spécifique dont ils/elles ont besoin dans leurs transactions (Tshimanga Mbuyi Kaseka Dikenia 1996:16).

Nous croyons que la deuxième “route” de s’insérer dans le cambisme commence précisément ici; on commence comme choqueur, comme roulage ou comme atalaku, pour devenir plus tard (éventuellement) cambiste indépendant. Devenir cambiste indépendant suppose qu’on a acquis sa propre réputation, essentielle pour établir un lien de confiance avec quelques preneurs spécifiques. Comme nous l’avoue JP., “nous sommes dépendants d’eux. Les cambistes vivent grâce aux preneurs” (TDH5).

Un mot encore sur les mots. Comme le remarquaient déjà Berger et Luckman, la langue *réalise* le monde, dans le double sens de *produire* et *comprendre* cette réalité (1967:153). Les mots “écurie”, “choqueur”, “roulage”, “atalaku” sont empruntés de différents mondes (celui des courses à cheval, de la circulation, des danses), et, apparemment, les utilisateurs de ces mots ont trouvé une analogie entre ces autres mondes et le leur. Dans cette hypothèse, le cambisme est plutôt une fête qu’un marché économique, plutôt une danse qu’une transaction ordinaire, plutôt un sport qu’une affaire sérieuse de survie.

Cette manière de donner un sens au métier par les acteurs eux-mêmes est confirmée par leur opinion sur l'avenir de cette activité: presque tous disent exercer le cambisme temporairement; comme pas mal de cambistes sont en fait des étudiants, beaucoup d'entre eux veulent aller étudier pour pouvoir exercer une "vraie" profession. Pas mal d'entre eux combinent même le cambisme avec les études. Le cambisme, c'est un soulagement provisoire, pas plus. Nous avons noté la même perspective dans d'autres activités informelles (voir p. ex. De Herdt 1991, 1993): beaucoup de menuisiers et de couturiers ne trouvent pas de fierté dans leur profession, ne pensent pas à introduire leurs enfants dans ces activités, même si celles-ci sont beaucoup plus lucratives que les professions dites formelles que tout le monde aspire obtenir. Entre temps, les activités informelles sont conçues non pas dans une logique d'accumulation systématique, mais plutôt, dans le cas du cambisme, dans une logique de jeu, de passe-temps, de danse.

Notons encore que cette manière de donner sens au cambisme reflète non seulement le "monde" des cambistes, mais également la manière dont les autres acteurs de l'économie peuvent considérer le cambisme, et l'incorporer dans leur mode de vivre sans qu'il y ait trop de tension avec leur propre morale. En effet, du point de vue de la morale des "utilisateurs" des cambistes, ces derniers sont toujours vus comme des "spéculateurs", des "bradeurs", et des gens de mauvaise foi. La méfiance vis-à-vis des cambistes en général est cependant évitée en se liant avec des cambistes spécifiques qu'on connaît, directement ou indirectement. Même nos premiers enquêtés étaient des gens connus par (des connaissances de) nos chercheurs, parce que, selon un des enquêteurs, "il est trop dangereux d'interviewer n'importe qui" (TDH7)

Cependant, si les mots disent quelque chose sur l'identité des cambistes par rapport à la société kinoise, le fait qu'un vocabulaire propre au cambisme est en train de naître révèle également que les cambistes sont en train de construire leur propre terrain social. Nous croyons que c'est précisément parce qu'ils se reconnaissent eux-mêmes comme cambistes qu'ils ont intériorisé également certaines normes ou règles de travail (Commons 1966) à respecter. Par conséquent, les cambistes ont compris que, comme le disait un d'eux, "la crédibilité est primordiale dans notre métier" (TDH8).

En trichant, on pourrait, certes, s'enrichir, mais ceci ne cadre pas avec l'idée de ce qu'est un cambiste. Ainsi, p.ex., on s'est convenu de communiquer librement l'information sur le taux de change. Egalement, les propriétaires de faux-billets (appelés des *boeufs*, ou des *photocopies*) sont signalés aux autres. Ceci ne leur empêche pas de rouler des étrangers ou des commerçants ruraux qui "ne connaissent pas tellement le dernier taux du jour" ou qui ne peuvent pas différencier les faux des vrais dollars. Cependant, un certain entendement entre les cambistes a certes résulté de l'enracinement social du marché du cambisme dans la société kinoise. Ainsi, les relations entre eux sont, dans notre sens, parfaitement exprimées par Adam Smith: "Nous pouvons, dans la poursuite des richesses, des honneurs, aller aussi loin qu'il nous est possible, et mettre tout en oeuvre pour surpasser les autres. Mais si nous les renversons dans la carrière, l'indulgence publique nous abandonne. Elle ne peut souffrir cette violation d'une franche concurrence" (Smith, TMS:151).

3.4. 1995-: Cambisme et violence

Dans les sociétés modernes, on pense souvent que l'insécurité ou le problème de la confiance de l'autre ne pose plus beaucoup de problèmes: l'Etat de droit en prend soin. L'Etat, en tant que police armée, est garant de l'ordre. A Kinshasa, une solution pareille à la confiance commence à voir le jour dans le marché du cambisme, bien qu'il va de soi que cette solution ne provient pas de l'Etat: des groupes armés privés ont pris sa place. De plus en plus, on voit que des groupes militaires s'interposent comme garant de l'ordre et comme protecteur des droits de propriété. Si nous suivons l'interprétation de la mafia par Gambetta comme une "business", spécialisée dans la protection (Gambetta 1993), on peut affirmer que, de plus en plus, la dynamique économique au Zaïre est influencée par des phénomènes de mafia. Pour le cambisme, ce phénomène peut être illustré par un événement particulier à Wall Street: début août 1995, la Garde Civile avait tué un cambiste, sans raison apparente. Quelques jours plus tard, les autres cambistes recevaient la protection de la même garde civile (LC5). Dans d'autres zones, les cambistes doivent payer une petite taxe, et en échange ils reçoivent un macaron. Désormais, ils seront protégés par les agents de l'ordre. Mme.

K., opérant à Lemba terminus, fait remarquer à cet égard que “depuis qu’ils ont des macarons, il y a de plus en plus de l’ordre dans leur métier. Les escrocs se sont écartés de peur d’être arrêtés par les agents de l’ordre qui veillent à leur sécurité”.

Notons encore que cet entendement entre les cambistes et les forces militaires est intéressant pour les deux parties; les premiers ont plus de sécurité, les derniers y trouvent un revenu; tout comme en Italie ou en Russie contemporaine, les mafiosi sont populaires ! Ceci n’empêche évidemment pas qu’il y a au moins une relation de violence implicite qui garantit “l’ordre”.

Gambetta (1993) indique que l’apparition des mafia est probable surtout dans des situations où (1) (facteur demande) il y a des nouveaux marchés qui naissent, et donc de nouveaux droits de propriété qui devraient être protégés, et où (2) (facteur d’offre) il y a des gens, formés dans l’utilisation des armes, qui se trouvent en chômage. Ceci a été le cas en Italie après la deuxième guerre mondiale, en Russie après l’éclatement de l’Union Soviétique (Varese 1994), et au Zaïre, surtout depuis le début de la période de transition.

Nous croyons donc que ce phénomène de la “mafiasation” du cambisme déterminera en grande mesure la restructuration du le marché noir des devises dans le futur proche.

4. Conclusion

Souvent, l’avènement du marché est conçu comme la fin du sens communautaire: désormais, les relations humaines seraient dominées par l’anonymat, tandis que l’Etat de droit prendra soin des sujets de mauvaise foi. Or, dans la tradition de Adam Smith, nous croyons pouvoir affirmer que ceci n’est pas le cas; chaque marché est en effet également un lieu de rencontre, où se tissent des liens plus qu’éphémères, et où se reproduit également une culture, une réalité qui permettra que les participants au jeu de l’échange considèrent la réalité comme un ensemble plus ou moins stable. C’est,

selon nous, précisément cette “culture” du marché qui facilitera la confiance, nécessaire pour qu’on puisse réaliser des échanges entre des personnes qui ne se connaissent point. De l’autre côté, bien que l’Etat de droit ne soit pas encore né au Zaïre, il y a toujours des gens qui se substituent comme garants de l’ordre. Ainsi, nous croyons qu’il est difficile de parler d’un seul marché du cambisme; il y a différents types de cambistes, qui s’incrivent dans plusieurs logiques culturelles et sociales afin de résoudre le problème de la confiance, considéré comme essentiel pour effectuer des échanges économiques.

Bibliographie

Documents de travail de la recherche:

Nana Ndana & Mungandji Iyenda 1995 *dépouillement des résultats de l'enquête sur le terrain* FCK-FSTD, Kinshasa, 3 vols (NMI, NMII, NMIII)

Ndongala Tadi et al. 1994 "Désarticulation monétaire et vie économique: idées initiales et méthode de recherche" CDW-UFSIA Working Paper

Loesje Carron 1995 *stageverslag Zaïre* UFSIA-TEW (LC)

Tom De Herdt 1995 *Transcription des interviews, faites entre 19-29 mai 1995 et révision des hypothèses initiales* CDW-working paper, UFSIA (TDH)

Autres documents consultés:

Banque Mondiale-région Afrique 1994 *Zaïre: Orientations stratégiques pour la reconstruction économique* (document inédit)

Bayart, J.-F. 1994 "l'invention paradoxale de la modernité économique" in: Bayart, J.-F. *La réinvention du capitalisme* Paris, Karthala, pp. 9-43

Berger, P.L. Luckmann, T. 1967 *The social construction of reality; a treatise in the sociology of knowledge* Anchor Books, Doubleday

Commons, J.R. [1924] 1974 *Legal foundations of capitalism* Clifton, A.M. Kelley publishers

De Herdt, T. 1991 "Zaïre: overleven zonder staat" in: *Streven*, 59:2, pp. 151-161

De Herdt, T. 1993 *Les artisans-menuisiers de Bukavu (Zaïre); analyse socio-économique et quelques éléments pour une stratégie de développement* Anvers, UFSIA-CDW WP

De Herdt, T. 1995 *Politique monétaire et informalisation de l'économie zaïroise* UFSIA-CDW Working Paper

De Herdt, T. 2000 *Surviving the Transition*; institutional aspects of economic regress in Congo-Zaire Anvers, thèse doctorale.

De Herdt, T. Marysse, S. 1996 *Comment survivent les kinois quand l'Etat déperit ?* UFSIA-CDW publication n° 11

de Villers, G. 1992 *Zaire 1990-1991: faits et dits de la société d'après le regard de la presse* Cahiers du CEDAF n° 1-2/1991, Bruxelles

Emizet Kisangani 1998 « Confronting the leaders at the apex of the state : the growth of the unofficial economy in Congo » in : *African Studies Review* 41(1) 99-137.

Gambetta, D. 1993 *The Sicilian mafia; the business of private protection* Harvard U.P., Cambridge MA, London

Kindleberger, C.P. 1984 *A financial history of Western Europe* George Allan & Unwin: London

Lye M. Yoka 1995 *Lettres d'un kinois à l'oncle du village* Cahiers Africains n° 15, CEDAF/Bruxelles, L'Harmattan/Paris

Mabi Mulumba 1998 *Les dérives d'une gestion prédatrice ; le case du Zaire devenu République Démocratique du Congo* Centre de Recherches Pédagogiques, Kinshasa.

Makwala ma Mavambu ye Beda 1991 "The trade in food crops, manufactured goods and mineral products in the Frontier Zone of Luozi, Lower Zaire" in: MacGaffey, J. et al. *The real economy of Zaire; the contribution of smuggling and other unofficial activities to national wealth* James Currey, London, pp. 97-123

Schoepf B.G. Walu Engundu 1991 "Women's trade and contribution to Household budgets in Kinshasa" in: MacGaffey, J. et al. *The real economy of Zaire; the contribution of smuggling and other unofficial activities to national wealth* James Currey, London, pp. 124-51

Servet, J.-M. 1990 "Les tontines, formes d'activités informelles et d'initiatives collectives privées en Afrique" in: Michel Lelart (éd.) *La tontine; pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement* John Libbey Eurotext, London-Paris, pp. 267-280

- Smith, A. 1830 *Théorie des sentiments moraux ou essai analytique sur les principes des jugements que portent naturellement les hommes, d'abord sur les actions des autres, et ensuite sur leurs propres actions* (trad. par S. de Grouchy) Paris, Barrois l'ainé (2 vols)
- Smith, A. 1881 *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (trad. par G. Garnier/A.Blanqui) Félix Alcan, Paris, 5me éd. (2 vols)
- Smith, A. 1979 *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* ed. R.H. Campbell and A.S. Skinner, Clarendon Press, Oxford (2 vols)
- Tshimanga Mbuyi Kaseka Dikenia 1996 "Quand les cambistes analysent le cambisme" in: *Notes de conjoncture* n 25 (février), pp. 14-17
- Vandevelde, T. 1987 "Geld, filosofie en economie" in: *Streven*, (december) pp. 204-213
- Varese, F. 1994 "Is Sicily the future of Russia ? Private protection and the rise of the Russian mafia" in: *Archives européennes de Sociologie*, XXXV, pp. 224-58
- Zelizer, V. 1993 "Making multiple monies" in: R. Swedberg (ed) *Explorations in economic sociology* Russell Sage Foundation, New York, pp. 193-212
- Zucker, L. 1986 "Production of trust: institutional sources of economic structure, 1840 to 1920" in L.L. Cummings and B. Stein, eds. *Research in organizational behavior* vol. 8, Greenwich, CT: JAI Press, pp. 53-112